

# Le choix de Fayulu secoue la base des partis rivaux

## RDC Le rejet « de la machine à voter » pourrait reporter l'élection

► A Genève, les sept leaders des sept partis de l'opposition se sont mis d'accord sur un candidat unique : Martin Fayulu.

► Mais face aux vives réactions dans chaque camp à la suite de cette annonce, certains ont déjà fait machine arrière, à l'instar de Félix Tshisekedi.

### ANALYSE

Même si l'élection de Martin Fayulu comme candidat unique de l'opposition a clarifié le choix qui devrait être offert aux électeurs congolais le 23 décembre, les répercussions de ce vote surprise ne sont pas encore calmées. C'est au sein de l'UDPS, Union pour la démocratie et le progrès social, que les réactions sont les plus vives : à Kinshasa des jeunes militants du parti s'en sont pris à des effigies de Félix Tshisekedi, l'ont accusé d'avoir « trahi » et d'aucuns ont même demandé sa destitution. En fin de journée, le fils d'Etienne Tshisekedi a fini par craquer : il a retiré sa signature de l'accord de Genève et annoncé qu'il mainte-

nait sa propre candidature. La veille, il s'était incliné à l'issue de deux tours de scrutin entre les sept candidats à la présidence et avait finalement accepté la désignation de Fayulu, déclarant « la loi est dure mais c'est la loi... ». Si cette décision prive Fayulu des voix de l'UDPS, un parti très présent à Kinshasa et dans le Kasai, les chances du candidat en seront très diminuées...

Dans les rangs de l'UNC (Union nationale pour le Congo) de Vital Kamerhe, l'autre favori de cette « primaire de l'opposition » la déception est vive également, car l'ancien président de l'Assemblée nationale apparaissait comme un présidentiable sérieux. Dans l'Est du pays, qui représente 60 % des électeurs, ses partisans accepteront difficilement de porter leur vote sur un originaire du Kwilu ayant vécu toute sa vie dans la capitale.

### Des atouts non négligeables

Cependant, si des commentateurs estiment que Fayulu ne serait connu et populaire qu'à Kinshasa et ne donnent pas cher des suffrages qu'il pourrait remporter dans les provinces, c'est qu'ils font bon marché de plusieurs atouts dont dispose le - presque-candidat unique de l'opposition : près de trois décennies d'expérience politique, de précieux relais au sein de la société civile et

des églises, une popularité certaine à Kinshasa due à son engagement dans les marches pacifiques et les manifestations où il lui arriva même d'être blessé par la police... A cela s'ajoute le fait qu'originaire du Kwilu et ayant grandi dans la capitale, il représente le « centre » du pays, une région qui, depuis l'indépendance, n'a jamais été représentée à la tête du Congo. En outre, les électeurs congolais, toute considération ethnique mise à part, seront sans doute conscients du fait que, s'ils veulent réellement abolir le « système Kabila », c'est à Martin Fayulu qu'ils devront accorder leur confiance.

### Les craintes de la fraude électorale

Cela étant, bien des obstacles subsistent. En effet, celui qui incarne désormais les espoirs de l'opposition est un homme aux convictions bien arrêtées, qui se montre depuis longtemps très critique à l'égard de la Commission électorale indépendante : depuis des mois il récuse la « machine à voter » et dénonce le fait que six millions d'électeurs aient été enregistrés sans empreintes digitales. Sur ce dernier point, faut-il rappeler que les citoyens, lorsqu'ils se présenteront dans les bureaux de vote, devront présenter leur carte d'électeur mais non leurs em-

preintes.

En outre, la présence massive de témoins et d'observateurs pourrait empêcher d'éventuelles manipulations de la machine à voter. C'est dans ce but que l'Eglise catholique s'est attelée à la formation de 40.000 observateurs électoraux, qui seront donc déployés dans un bureau de vote sur deux. Si les partis politiques, les associations de la société civile, les autres confessions religieuses pouvaient à leur tour déployer des observateurs en nombre suffisant, il deviendrait de plus en plus difficile de manipuler le vote ou de subtiliser les bulletins papier qui seront glissés dans les urnes et dont le comptage sera le seul valable.

Par contre, s'il se confirmait, le rejet radical de la machine à voter rendrait les opérations électorales impossibles pour des raisons logistiques.

Dans ce cas, les élections tant attendues et exigées ne pourraient qu'être reportées, ce qui ouvrirait la voie à de nouvelles aventures, comme une « transition sans Kabila ». En effet, si les élections ne peuvent avoir lieu le 23 décembre, les sept leaders réunis à Genève entendent réclamer la démission de la CENI et celle de Joseph Kabila. Ce qui représente un saut dans l'inconnu... ■

COLETTE BRAECKMAN